

ARRÊTÉ N° PREF-SAPPIE-BE-2020-0210

DU 30 JUIL. 2020

**portant mise en demeure et suspension d'exploitation de la carrière de la
Société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE
située aux lieux-dit « Les Grands Taillis » et « Grande Sartie Colas »
sur le territoire de la commune d'ANDRYES**

**Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 à L.171-8, L.172-1 et suivants, L.511-1, L.514-5, et R.516-1 ;

VU le code de justice administrative ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCLD-2001-0814 du 16 août 2001 autorisant la société Les Carrières d'Andryes à exploiter une carrière de matériaux calcaires, avec installation de traitement, sur le territoire de la commune d'Andryes, qui concerne notamment la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2008-0814 du 27 février 2008 portant mutation de l'autorisation d'exploiter une carrière de matériaux calcaires sur le territoire de la commune d'Andryes au bénéfice de la société CENTRE LOIRE GRANULATS et modifiant certaines conditions d'exploitation ;

VU la demande déposée le 27 janvier 2016 par la société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE portant sur le renouvellement de la Carrière d'Andryes, située au lieu-dit « Grande Sartie Colas », avec extension au lieu-dit « Les Grands Taillis » et mutation à son profit de l'exploitation précédemment accordée à la société CENTRE LOIRE GRANULATS ;

VU le rapport de non-recevabilité de l'inspection des installations classées, en date 20 avril 2016, prononcé sur la demande d'exploitation de la carrière d'Andryes portée par la société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 17 juin 2020 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU le projet d'arrêté transmis le 10 juillet 2020 à l'exploitant en application des articles L.171-6 et L.171-7 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté précité ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-7 du code de l'environnement dispose que l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine et qui ne peut excéder une durée d'un an, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement ou de la déclaration requis en application du même code ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

CONSIDÉRANT que l'article R.516-1 du code de l'environnement dispose :

*« Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont :
2° les carrières » ;*

CONSIDÉRANT que l'article 12-2 de l'arrêté du 22 septembre 1994, modifié, susvisé, dispose :

« L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter ;

CONSIDÉRANT que l'article 13 de l'arrêté du 22 septembre 1994, modifié, susvisé, dispose :

« Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées » ;

CONSIDÉRANT que l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 16 août 2001, susvisé, prescrit :

« L'autorisation d'exploitation (extraction et remise en état) de la carrière est accordée pour une durée de 15 années à compter de la date de signature du présent arrêté. Afin de permettre la réalisation des travaux de remise en état et, le cas échéant, la mise en œuvre des garanties financières, l'extraction de matériaux commercialisables doit être arrêtée au moins 12 mois avant l'échéance du présent arrêté. En tout état de cause, la notification de fin de travaux, après remise en état, devra parvenir en préfecture six mois avant l'échéance de l'autorisation » ;

CONSIDÉRANT que l'article 24-2 de l'arrêté préfectoral du 16 août 2001, susvisé, prescrit :

« La remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes :

- le talutage des fronts en pente douce, avec des pentes d'au plus 45°,*
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité dans l'affectation future du site,*
- régalage d'une partie des stériles (30 cm) et des terres végétales sur le carreau et les talus,*
- plantation d'au moins 200 plants/ha.*

En fin d'exploitation, la zone d'extraction doit être rendue conforme au plan annexé au présent arrêté (annexe 4) » ;

CONSIDÉRANT que lors de l'examen des éléments en sa possession, l'inspecteur de l'environnement a mis en évidence :

- le fait que l'acte de cautionnement solidaire constituant la garantie financière de la carrière d'ANDRYES est arrivé à échéance le 9 janvier 2020,
- l'absence de notification de fin de travaux telle que prévue à l'article 4 de l'arrêté d'autorisation susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 28 mai 2020, l'inspecteur de l'environnement a constaté :

- l'absence de surveillance du site selon les dispositions de l'article 13 de l'arrêté du 22 septembre 1994, modifié, comme en témoigne le portail d'accès déverrouillé entre-ouvert sans personnel sur place, et la présence d'une chargeuse appartenant à la société MERLOT TP sur le site de la carrière au niveau de l'aire de transit des matériaux ;
- l'absence de remise en état conforme à l'article 24-2 de l'arrêté d'autorisation, susvisé, alors que l'autorisation d'exploiter n'a pas été renouvelée selon les dispositions de l'article 12-2 de l'arrêté du 22 septembre 1994, modifié, susvisé ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE de respecter :

- les dispositions de l'article R. 516-1 du code de l'environnement,
- les dispositions des articles 12-2 et 13 de l'arrêté du 22 septembre 1994, modifié, susvisé,
- les prescriptions de l'article 24-2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'installation dont l'activité a été constatée le 28 mai 2020, relève du régime de l'autorisation pour la carrière et du régime de la déclaration pour la station de transit de minéraux solides, est exploitée sans le titre requis, en application de l'article L.512-1 (pour une autorisation) et L.512-8 (pour une déclaration) du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE de régulariser sa situation administrative ;

CONSIDÉRANT que la poursuite de l'activité de la société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE en situation irrégulière menace de porter atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement liés, notamment la sécurité ;

CONSIDÉRANT que l'article L.171-7 du code de l'environnement prévoit que l'autorité administrative puisse, en cas de situation irrégulière, suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs ou la poursuite des travaux, opérations, activités ou aménagements jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'autorisation ;

CONSIDÉRANT qu'aucun motif d'intérêt général ni la préservation des intérêts protégés par le code de l'environnement ne s'opposent à cette suspension ;

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 :

La société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE exploitant une carrière avec installations annexes, sise aux lieux-dits « Les Grands Taillis » et « Grande Sartie Colas » sur le territoire de la commune d'ANDRYES, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative dans le délai d'un an, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement.

À cet effet, la société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE doit :

- soit déposer un dossier de demande d'autorisation complet et régulier en préfecture,
- soit cesser ses activités et procéder à la remise en état prévue à l'article 24-2 de l'arrêté préfectoral du 16 août 2001 susvisé.

Les délais intermédiaires pour respecter cette mise en demeure sont les suivants :

- dans un mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;
- dans le cas où il opte pour la cessation d'activité, celle-ci doit être effective dans les trois mois et l'exploitant fournit dans le même délai un dossier décrivant les mesures prévues au II de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ;
- dans le cas où il opte pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation, ce dernier doit être déposé dans un délai de dix mois. L'exploitant fournit dans les deux mois les éléments justifiant du lancement de la constitution d'un tel dossier (bon de commande à un bureau d'études etc.).

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

La société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE est tenue :

- de respecter les dispositions prévues à l'article 13 de l'arrêté du 22 septembre 1994 précité :
 - dans un délai de 24 heures à compter de la notification du présent arrêté, en fermant l'accès au site « Grande Sartie Colas » en l'absence de personnel de surveillance,
 - dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, en interdisant l'accès à toutes zones dangereuses du site « Les Grands Taillis » par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent et en signalant par des pancartes le danger induit par la présence de blocs résultant d'anciens travaux d'extraction ;
- de prolonger la garantie financière de la carrière sise au lieu-dit « Grande Sartie Colas » dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, en adressant au préfet un nouvel acte de cautionnement correspondant au montant actualisé de la dernière phase d'exploitation prévu à l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 août 2001 susvisé.

ARTICLE 3 :

1- L'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement visées à l'article 1 du présent arrêté est suspendue à compter de la date de notification du présent arrêté et jusqu'à régularisation de ladite situation.

La société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE prend toutes les mesures utiles pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement durant la période de suspension et notamment le gardiennage et la sécurité de l'installation.

Conformément à l'article L. 171-9 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel, pendant toute la durée de cette suspension, le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

2- Dans le cas où la suspension prévue au 1er paragraphe de cet article ne serait pas respectée, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être apposé des scellés sur les installations objet de la présente, conformément à l'article L. 171-10 du code de l'environnement.

ARTICLE 4 : SANCTIONS

Dans le cas où il n'aurait pas été déféré à la mise en demeure et aux présentes prescriptions à l'expiration du délai imparti, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, l'autorité administrative peut arrêter une ou plusieurs sanctions prévues au I de l'article L. 171-7 ou II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté est notifié à la société PIERRE NATURELLE DE BOURGOGNE.

ARTICLE 6 : EXÉCUTION

Mme la Secrétaire générale de la préfecture de l'Yonne, M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- M. le Maire d'Andryes,
- Mme la Responsable de l'unité interdépartementale Nièvre/Yonne de la DREAL de Bourgogne-Franche-Comté,
- M. le Directeur Départemental des Territoires,
- M. le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Bourgogne-Franche-Comté.

Fait à Auxerre, le 30 JUL. 2020

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-préfète,
Secrétaire générale


Françoise FUGIER

Délais et voies de recours :

Dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification, le présent arrêté peut faire l'objet de recours administratifs :

- un recours gracieux auprès du Préfet de département ;
- un recours hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'Environnement.

Dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision de rejet du recours administratif, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Dijon, 22 rue d'Assas - BP 61616 - 21000 Dijon. La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

